

Rencontres du 1^{er} mai

Samedi 1^{er} mai 2021 – Présidence de la Polynésie française

Propos introductif du Président de la Polynésie française

Edouard FRITCH

Bonjour à tous,

Je suis heureux avec l'ensemble de mon gouvernement de vous recevoir aujourd'hui dans le cadre des rencontres traditionnelles du 1^{er} mai.

Nous avons eu l'occasion de vous rencontrer récemment avec le Haut-commissaire, pour faire un point de la situation sanitaire et évoquer la réouverture progressive de notre territoire à compter de ce jour.

Réouverture progressive des frontières : une nécessité

J'entends les craintes exprimées par certains d'entre vous. J'ai la même préoccupation mais la mienne est double : protéger notre population contre le virus et protéger les salariés par la reprise de notre économie.

Cette crise qui, pour certains, ne semble être que sanitaire est pourtant déjà une crise économique qui va se transformer en crise sociale. Cette crise sociale sera sans précédent si nous ne réagissons pas et je vous le dis honnêtement, je ne sais pas comment nous y survivrons.

Donc, ouvrir nos frontières n'est pas un choix, c'est une nécessité. La crise sociale déjà installée doit aussi être combattue avec autant de vigueur que nous combattons la crise sanitaire. Et le meilleur moyen de résorber les conséquences sociales, c'est de remettre notre économie en marche.

Toutes les analyses économiques et tous les indicateurs qui nous sont présentés sont formels. Les aides publiques ont leur limite. Elles ne pourront endiguer plus longtemps la crise sociale qui se répand aujourd'hui.

Il nous est nécessaire de reprendre l'activité, même de manière partielle pour le moment, même au ralenti, et toujours en veillant à garantir un contrôle sanitaire efficace, et des mesures adaptées à la situation.

partielle pour le moment, même au ralenti, et toujours en veillant à garantir un contrôle sanitaire efficace, et des mesures adaptées à la situation.

Ainsi, réouvrir notre destination, même de manière progressive, dans le contexte sanitaire international que nous connaissons, nécessite un protocole sanitaire particulier.

Ce nouveau protocole doit nous permettre de resserrer les mailles de contrôle sanitaire et détecter au plus vite les cas positifs qui se présenteront.

Ainsi, par rapport au mois de juillet de l'année dernière, nous avons fait évoluer nos protocoles d'entrée et de surveillance, en les renforçant et en tenant compte de la vaccination.

Soutien fort et maintenu du Pays aux salariés et aux entreprises

Jusqu'à aujourd'hui, fort heureusement, le budget du Pays, grâce à une gestion rigoureuse ces dernières années, nous permet encore de soutenir les salariés et les entreprises. Mais je vous le dis, cela ne pourra pas durer... puisque le Pays, comme beaucoup d'entreprises, a dû s'endetter et se prépare à un second PGE dont le remboursement pèsera sur les générations futures.

En 2020, les mesures d'aides exceptionnelles à l'emploi ont représenté près de 6 milliards XPF pour près de 30 000 personnes : salariés, entrepreneurs individuels et personnes en grande difficulté sociale.

Pour 2021, nous avons déjà un niveau de dépenses de 3,6 milliards XPF sur les 4 premiers mois de l'année pour plus de 7 000 salariés en réduction du temps de travail, et de 2 milliards XPF supplémentaires estimés sur les mois de mai et juin à venir.

Nous avons bâti un plan de relance ambitieux pour notre économie. Nous aurons besoin de la participation de tous, y compris de vous, pour le mener à bien dans l'intérêt du Pays.

Modernisation du code du travail au service de la relance économique

Par ailleurs, cette crise ne doit pas nous faire oublier ou nous écarter de certains sujets de fond liés plus particulièrement aux domaines du travail et de l'emploi.

Nous avons annoncé des travaux de modernisation du code du travail afin notamment de lui apporter les outils nécessaires pour aider à la

Nous avons annoncé des travaux de modernisation du code du travail afin notamment de lui apporter les outils nécessaires pour aider à la relance.

Dans ce cadre-là, des consultations des partenaires sociaux ont été organisées tout au long du mois de mars dernier par le cabinet de notre ministre en charge du tourisme et du travail. Celles-ci ont abouti sur plusieurs propositions que nous avons examinés et discutés cette semaine en conseil des ministres. Vous vous reverrez dans le cadre de réunions de travail bipartites puis en concertations globales tripartites sur ces sujets importants.

Pour ce qui concerne le **dialogue social**, vous savez que nous travaillons à une formalisation de celui-ci dans le code du travail ; l'objectif est de créer un véritable « lieu » de rencontres d'échanges entre les différents acteurs du dialogue social. Un projet vous sera présenté dans le courant de l'année.

Par ailleurs, et parce qu'il est important d'être bien informé pour dialoguer, des formations vous seront bientôt proposées ainsi qu'aux organisations patronales, mais aussi aux acteurs publics du dialogue social. La Direction du travail se rapprochera de vous dans les prochains jours pour vous préciser les modalités de participations de vos membres.

Protection de l'emploi local

Enfin, et je sais que c'est un sujet essentiel pour vous, notamment dans cette situation de crise, la loi de Pays sur la promotion et la protection de l'emploi local sera mis en œuvre dès ce mois-ci.

Le 12 mai prochain, l'arrêté organisant la commission tripartite de l'emploi local (CTEL) sera soumis à la validation du conseil des ministres. La ministre du travail et ses équipes reviendront très prochainement vers vous pour évoquer les modalités de mise en œuvre des dispositions de la loi du pays.

Protection Sociale Généralisée

Enfin, le chantier de réforme de la PSG doit également avancer. Cette année de crise a, comme vous pouvez l'imaginer, déséquilibré nos comptes sociaux.

Vous savez que le Pays, en 2020, a remboursé en avance la dette restante du FADES de 6,9 milliards et prêté 9,6 milliards de francs pour éviter la cessation de paiement. Pour cette année, un nouveau prêt de l'ordre de 7,5 milliards de francs devrait être à nouveau accordé par le Pays à la CPS.

pour éviter la cessation de paiement. Pour cette année, un nouveau prêt de l'ordre de 7,5 milliards de francs devrait être à nouveau accordé par le Pays à la CPS.

Il est donc urgent de réformer l'ensemble de l'édifice « protection sociale », en révisant aussi bien le périmètre des charges que les vecteurs de financement, en passant par les modalités de gestion (gouvernance).

Cette réforme sera également l'occasion de corriger les dysfonctionnements actuels et de rétablir de l'équité et de la justice dans notre modèle social, afin que celui-ci demeure une pleine expression de solidarité et renforce son caractère redistributif.

Le Ministre en charge de la protection sociale a, au lendemain de sa nomination, mis en place un groupe de travail, baptisée « task force PSG ».

A ce jour, cette task force compte une douzaine de membres et a vocation à s'élargir selon les sujets et contributions. Elle se réunit tous les mardis, soit déjà près de 30 réunions.

Enfin, selon l'avancement de ces travaux, les premières mesures de réforme pourraient être soumises à l'Assemblée d'ici la fin de l'année. Bien évidemment, ces propositions seront préalablement soumises aux conseils d'administration des trois régimes actuels (RGS/RNS/RSPF) ainsi qu'au Conseil d'orientation et de suivi des retraites (COSR) pour la partie assurance vieillesse, et au Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC).

J'en termine là, afin que nous ayons suffisamment de temps pour vous écouter et échanger sur les sujets qui sont les vôtres.

Mauruuru